



REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTRE DE
L'ECONOMIE ET DES FINANCES

4^e Conférence mondiale de l'ITD sur « Fiscalité et inégalité »

SESSION 1

IMPÔTS SUR LA CONSOMMATION ET INÉGALITÉS

New Delhi, 7 au 9 décembre 2011

Sommaire

Introduction

- I – Les questions administratives et les questions d'équité liées à un nombre plus important de taux et d'exonérations**
- II – Les réductions des taux d'imposition et les exonérations sont-elles justifiées ? Sont-elles plus efficaces que les subventions ?**
- III - Les effets des droits d'accise sur les personnes à faible revenu, sur la santé et l'environnement**

Conclusion

Introduction

« Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

Seuls les impôts sur les revenus semblent respecter ce principe de justice distributive ou équité verticale énoncé dans les dispositions de l'article 13 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789*.

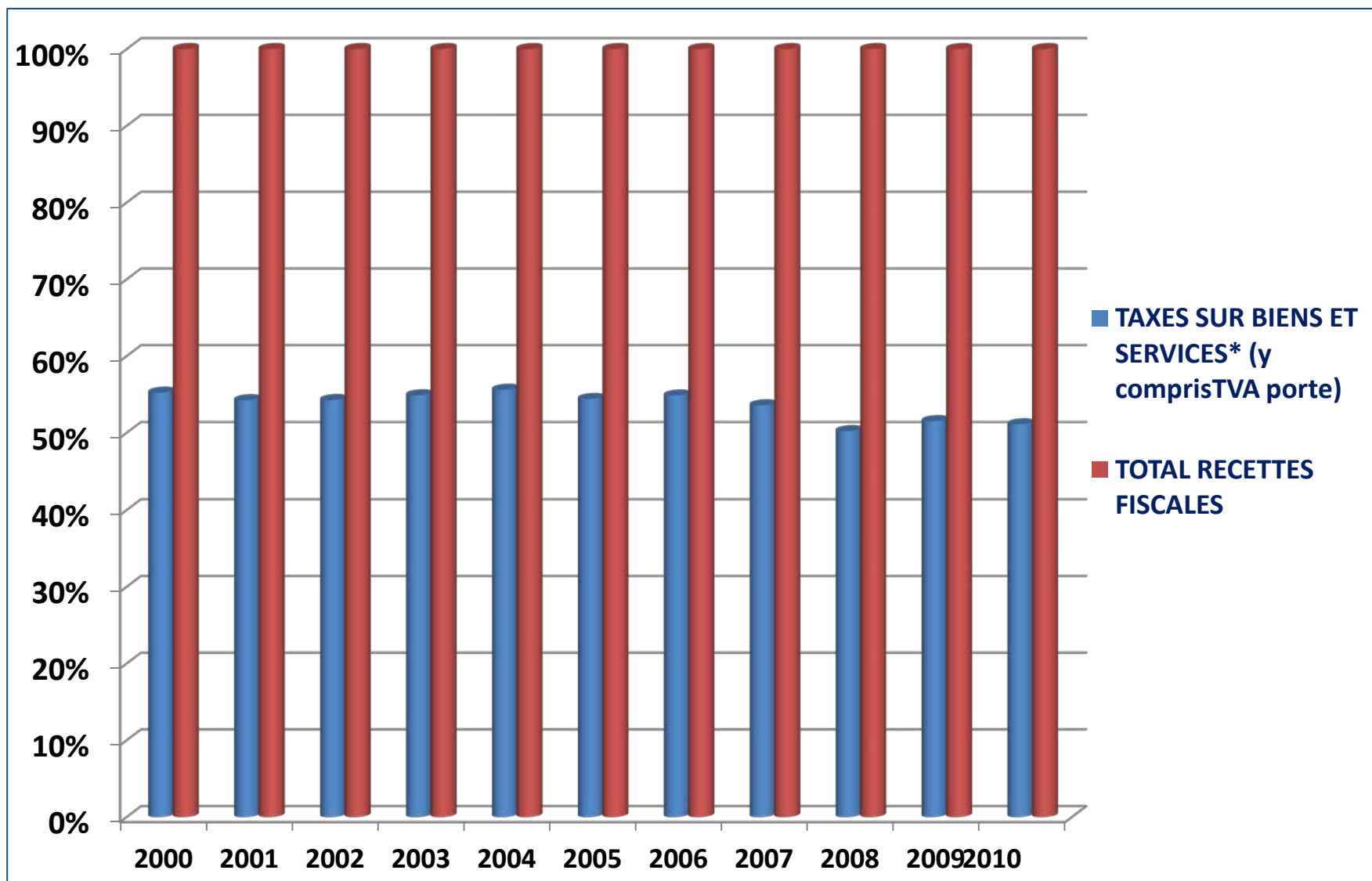
Les taxes sur la consommation sont des impôts impersonnels prélevés sur les revenus des ménages, indépendamment de leur niveau de vie. Ce qui constitue une source d'inégalités qui s'amplifient avec l'écart de revenu et la structuration des dépenses des personnes en fonction de leur niveau de vie.

Introduction

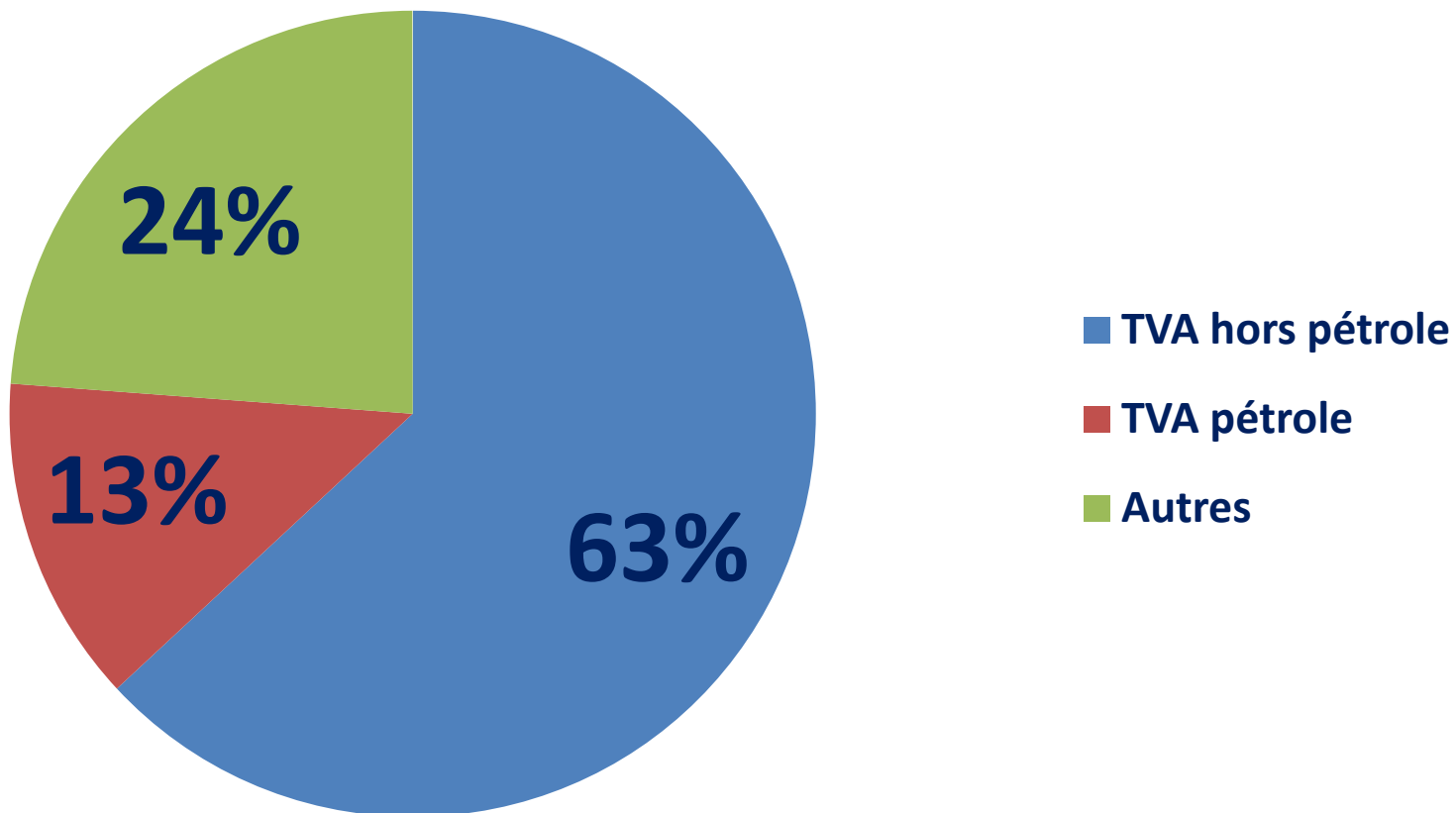
Le système fiscal sénégalais comprend 1 impôt général sur la consommation (TVA) et 7 taxes spécifiques (tabac, café, thé, cola, boissons gazeuses et boissons alcoolisées, corps gras alimentaires et produits pétroliers). Dans ce système, on note :

- **une plus forte concentration des impôts sur la consommation au niveau des groupes à faible revenu où la propension moyenne à consommer est la plus élevée ;**
- **une incidence plus marquée lorsque le produit est soumis à une taxe spécifique ; d'où un niveau élevé des impôts sur la consommation qui influe, de façon certaine, sur la répartition des revenus disponibles.**

Graphique n°1 : part des impôts sur la consommation dans les recettes totales



Graphique n°2 : structure moyenne des impôts sur la consommation entre 2000 et 2010



SOURCE : TOFE/DPEE SENEGAL

I – Les questions administratives et les questions d'équité liées à un nombre plus important de taux et d'exonérations

Contrairement au taux unique, l'adoption de taux réduits permet des prélèvements différenciés pour tenir compte des capacités contributives. Mais, cela complexifie le système fiscal et induit ainsi des coûts additionnels de gestion de l'impôt.

D'où, une difficile conciliation entre objectifs de rationalité administrative et d'équité fiscale, en matière de taux.

Au Sénégal, de 2001 à 2011, un taux unique de TVA de 18%. Puis, en janvier 2011, adoption d'un taux réduit de 10% pour le secteur du tourisme. Mais, option de taux unique dans le cadre de la réforme en cours.

I – Les questions administratives et les questions d'équité liées à un nombre plus important de taux et d'exonérations

Les exemptions et les exonérations présentent les mêmes limites, voire plus : complexification du système fiscal, coûts de gestion, détournements de destination, etc.

Au Sénégal, l'exemption de l'activité agricole bénéficie aussi bien aux petits agriculteurs qu'aux grands exploitants.

Ce phénomène de « passagers clandestins » se retrouve au niveau des exonérations d'ordre social de TVA (*alimentation, santé, éducation, transport public, eau et électricité, logement, etc.*), entraînant ainsi un gaspillage des ressources à cause de l'absence de ciblage.

II - Les réductions des taux d'imposition et les exonérations sont-elles justifiées ? Sont-elles plus efficaces que les subventions ?

Toujours au Sénégal, certaines opérations exonérées à l'origine perdent cette qualité lorsque le produit est transformé (blé/farine, poisson/conserves) ou la prestation comporte une part de luxe (location en meublé ou de chambres et autres commodités hôtelières pratiquées dans les cliniques privées).

Ce qui offre une plus grande possibilité de prélèvement sur les dépenses des couches aisées plus tournées vers des produits ayant une plus grande valeur ajoutée (produits de luxe).

Ainsi, les exonérations sont souvent justifiées sauf si les biens et services en cause font déjà l'objet d'une offre publique substantielle (santé et éducation consomment plus de 40% du budget du Sénégal).

II - Les réductions des taux d'imposition et les exonérations sont-elles justifiées ? Sont-elles plus efficaces que les subventions ?

Les subventions présentent des avantages relatifs certains. Mieux ciblées, elles assurent le non-gaspillage des ressources. En outre, comme dépenses publiques, elles sont plus « traçables » car comptabilisées dans le budget.

Mais, leur mise en œuvre se heurte à des limites. D'une part, c'est la faiblesse du cadre institutionnel dans les pays en développement (procédures d'octroi souvent longues, risques de détournements de destination). D'autre part, elles ont souvent un impact marqué sur la trésorerie de l'Etat, notamment en période de forte sollicitation.

III - Effets des droits d'accise sur les personnes à faible revenu, sur la santé et l'environnement

Liquidés à des taux ou tarifs sur des produits de valeur souvent élevée et compris dans la base d'imposition de la TVA, les droits d'accise rendent difficile l'accès des personnes à faible revenu à ces produits.

Au Sénégal, la part de la TVA et des droits d'accise sur le prix total varie selon le produit (de 27,5% pour les boissons gazeuses à 45% pour les cigarettes premiums avec un niveau de prélèvement indirect sur certains produits pétroliers qui dépasse 50%).

III - Effets des droits d'accise sur les personnes à faible revenu, sur la santé et l'environnement

Outre les recettes additionnelles, les taxes spécifiques sur certains produits tels que l'alcool et le tabac présentent l'avantage de contribuer à l'atteinte des objectifs de santé publique (lutte contre les affections causées par ces produits, particulièrement pour les ménages pauvres).

Pour les produits pétroliers, il y a des considérations environnementales et partant des questions de santé. Toutefois, les taxes sur ces produits alourdissent les coûts de production et affectent ainsi la compétitivité, notamment celle des petits producteurs.

Conclusion

Aujourd'hui, avec l'objectif primordial de mise en place d'une fiscalité dite de développement dans les PED, il est important de rendre les systèmes fiscaux plus simples, plus efficaces et plus incitatifs. Ce qui passe par une rationalisation des dépenses fiscales (moins d'exonérations et taux unique), notamment au niveau des impôts sur la consommation.

Le Sénégal a opté pour la mise en place d'un droit commun incitatif. Il s'agit de procéder à un élargissement substantiel de l'assiette fiscale via une rationalisation des dépenses fiscales. L'amélioration du rendement fiscal qui va en résulter permettra d'abaisser la pression fiscale individuelle et le financement de politiques publiques pro-pauvres.

Merci pour votre attention !!!